



Une approche arabe commune pour combattre la violence

Ramzy Baroud - *La seule façon de lutter contre le « terrorisme » dans la région est de construire une vision commune qui transcende le tribalisme et le sectarisme.*

À peine six semaines après les attaques mortelles du 11 septembre 2001, le Congrès des États-Unis a adopté une loi épouvantable, le [Patriot Act des États-Unis](#), qui a confié au gouvernement américain sous la conduite du président [George W. Bush](#), un large mandat pour réduire les libertés civiles et conduire des programmes de surveillance à l'encontre du public américain.

Cela a été fait au nom de la « guerre contre le terrorisme » menée par l'Amérique. Toujours ébranlé par les contrecoups d'une attaque qui a coûté la vie à des milliers d'entre eux, les Américains, volontairement ou involontairement, ont consenti à ces mesures draconiennes.

Mais les choses ne s'en sont pas arrêtées là. Cette loi a été ensuite mise à jour, devenant ce qui a été appelé le Patriot Act II, décrit par l'[Union américaine des libertés civiles](#) (ACLU) comme « une autre initiative glaçante des autorités avec une diminution accrue des contrôles et des équilibres constitutionnels sur l'application de la loi ».

Avec le temps et une incessante propagande médiatique, les lois américaines qui prétendaient lutter contre le terrorisme ont été acceptées par les citoyens américains comme un mal nécessaire, où la liberté personnelle doit être sacrifiée sur l'autel de la sécurité nationale.

Non seulement les attentats du 11 septembre n'ont suscité aucun débat national sur la politique étrangère des États-Unis, mais la « guerre contre le terrorisme » à l'échelle mondiale a relancé les aventures militaires américaines et, sans surprise, la réaction violente qui va de pair avec ces interventions.

Pour que le « terrorisme » soit utile en tant qu'opportunité politique, il a été transformé d'un phénomène rationnel qui mérite d'être étudié et confronté d'une manière saine et judicieuse, en un épouvantail à brandir chaque fois qu'il est nécessaire de justifier des politiques inavouées et de promouvoir des programmes de guerre.

La manipulation autour du terme de « terrorisme » a rapidement dépassé les limites des discours politiques et médiatiques américains pour s'imposer malheureusement dans d'autres contextes politiques, en Europe, au Moyen-Orient et ailleurs.

En réalité, le terrorisme [n'est plus défini](#) comme « l'utilisation de la violence ou de la menace de violence, en particulier contre les civils dans la poursuite d'objectifs politiques, religieux ou idéologiques ». Il s'est transformé en tout autre chose.

C'est ce que souhaitent les [États-Unis](#), Israël, la France, la Grande-Bretagne, l'[Égypte](#) et d'autres gouvernements arabes autoritaires afin de justifier leurs guerres et l'oppression à grande échelle de leurs nations. Ils pratiquent souvent directement ou indirectement le terrorisme par le biais du financement ou de la tolérance d'une violence qui sert leurs objectifs.

Le discours sur le terrorisme a été réduit à un tel point qu'il y a peu ou pas d'espace dans les médias dominants pour toute autre opinion de la façon de le combattre. Ceux qui contestent la définition dominante sont exclus en tant que « sympathisants terroristes et anti-américains ».

C'est l'attitude qui prévaut, bien qu'il soit aujourd'hui évident que les guerres, les interventions étrangères et l'occupation militaire ont servi d'instigations majeures à la violence.

Le travail de recherche mené à l'Université de Chicago par Robert Pape, fondateur du « [Projet de Chicago sur la sécurité et le terrorisme](#) », a examiné tous les attentats-suicides de 1980 à 2003. Sa conclusion était des plus révélatrices : la religion a peu à voir avec cette violence.

Qu'en est-il, au juste ?

Selon Pape :

« Ce que 95% de toutes les attaques suicidaires ont en commun, depuis 1980, n'est pas une religion, mais une motivation stratégique spécifique pour répondre à une intervention militaire, souvent plus précisément une occupation militaire d'un territoire que les terroristes considèrent comme leur patrie ou auquel ils attachent une grande valeur. Du Liban et de la Cisjordanie dans les années 80 et 90, en Irak et en Afghanistan, et à travers les attentats suicides de Paris que nous venons de voir ces derniers jours, l'intervention militaire - et spécifiquement lorsque cette intervention militaire occupe un territoire - est ce qui suscite l'attaque-suicide plus que toute autre chose ».

De telles conclusions - basées sur l'examen de 4600 attaques-suicides - n'ont eu aucune influence sur la politique étrangère des États-Unis.

Dans un récent article publié sur Al-Jazeera, Andrew Mitrovica [Scribest](#). Visitez son [site personnel](#).

Articles [du même auteur](#).

22 juin 2017 - Al-Jazeera - Traduction : [Chronique de Palestine](#) - Lotfallah



Pourquoi les Israéliens doivent perturber l'occupation

Miko Peled - *L'un des aspects les plus inquiétants de la réalité en Palestine c'est sa normalité.*

Il est devenu normal de voir des Palestiniens se faire assassiner, même des enfants. Les [visages de jeunes Palestiniens](#) apparaissent quotidiennement sur les réseaux sociaux, ceux de garçons et filles, sur lesquelles des soldats ont tiré, faussement accusés d'avoir tenté de poignarder un soldat.

Il est devenu normal de voir des soldats israéliens lancer [de l'eau puante](#) et des [gaz lacrymogènes](#), des tireurs d'élite tirer à balles réelles sur des manifestants non armés qui réclament la terre qui fut la leur et la liberté qu'ils n'ont jamais eue.

Et il est devenu normal pour nous de prendre part au débat stérile et sans fin sur la question de savoir si c'est de la violence quand des Palestiniens lancent des pierres sur les soldats israéliens armés qui envahissent leur maison, ou si le sionisme - qui a produit cette violence - est une idéologie raciste. Et pendant tout ce temps la souffrance et l'oppression de millions de Palestiniens se poursuivent quasiment sans répit.

Ce n'est un secret pour personne que les Israéliens et les Palestiniens vivent deux réalités différentes. Même lorsque nous, Israéliens privilégiés, allons au village de [Nabi Saleh](#) le vendredi pour participer à la manifestation hebdomadaire, à la fin de la journée nous sommes libres de quitter le village, de quitter l'occupation et de retourner dans notre sphère propre, sécurisée et bien pavée. Contrairement aux Palestiniens que nous laissons derrière nous notre maison ne sera pas prise d'assaut, nos routes ne seront pas barrées et nos enfants ne devront pas se cacher pendant des jours voire des semaines de peur de se prendre une balle, d'être arrêtés et torturés.

Nous rentrons chez nous en sueur et fatigués, couverts de [gaz lacrymogène et d'eau puante](#), et nous avons le sentiment d'avoir fait notre part. Mais qu'avons-nous fait ? Quel est le rôle des militants israéliens privilégiés dans la résistance et pourquoi accomplissons-nous si peu de choses ?

Premièrement il nous faut reconnaître qu'il est question de résistance et nous demander si nous sommes prêts à y prendre part.

Un vendredi ordinaire il peut y avoir environ une dizaine de manifestants israéliens, que ce soit à Nabi Saleh ou [Bilin](#), actuellement les deux principaux lieux de manifestation du vendredi en Cisjordanie occupée. Certains Israéliens marchent à l'arrière d'autres devant.

Rien de plus que des ombres ?

Certains aiment dire qu'ils ne font que collecter des infos/preuves. La plupart, tels des ombres, ne semblent pas savoir où est leur place et ne veulent pas intervenir. Peu affrontent les forces israéliennes. Donc la question qui se pose est celle-ci, qu'accomplissons-nous ?

Si nous n'utilisons pas notre privilège pour pousser le bouchon et affronter les autorités israéliennes, alors nous ne sommes rien de plus que des ombres.

La dernière fois que je me suis rendu à Nabi Saleh c'était le 26 mai, exactement deux semaines après que Saba Abu Ubaid, 23 ans, y a été tué par les forces israéliennes au cours d'une manifestation.

La manifestation du 26 a démarré, comme toujours, avec des gens qui descendent la colline venant de la mosquée après la prière de midi, portant des drapeaux et scandant des slogans. Il y avait environ 30 à 40 personnes (bien que dans les accusations qui allaient être portées contre moi, la police israélienne prétendit qu'il y avait 200 manifestants), principalement des Palestiniens et quelques habitués israéliens et des étrangers.

Quelques minutes plus tard, nous étions face aux forces israéliennes qui nous ont donné l'ordre de nous disperser.

Par où commencer pour décrire ces actes scandaleux ? Des soldats armés jusqu'aux dents en terre occupée disant aux gens dont ils ont envahi le village qu'ils doivent se disperser. Mais en Palestine, ceci est normal donc il y a peu d'indignation.

« Tirez leur dans les jambes »

Puis, les brutalités habituelles ont commencé, suivies de tirs de gaz lacrymogène, d'eau puante, et assez rapidement de balles réelles. Etant donné ce qui s'était passé, pas plus tard que deux semaines auparavant, la vue des tireurs d'élite se mettant en position et mettant en joue les gamins sur les collines suscita de graves inquiétudes. J'entendis quelqu'un que son badge identifiait comme Raja Keyes donner l'ordre aux tireurs d'élite de « tirez leur dans les jambes. »

Les habitants de Nabi Saleh se sont alors assis devant les tireurs d'élite pour leur bloquer la vue. Puis ce fut plus de gaz lacrymogènes, plus d'eau puante et plus de tireurs d'élite.

Keyes était à côté de moi quand il se dirigea vers un groupe de femmes et d'enfants qui regardaient les événements du bord de la route et, avec le sourire aux lèvres, leur lança une grenade lacrymogène. L'une des mères remonta un dénivelé en courant pour interférer avec les tireurs d'élite et fut bousculée par les soldats. Je me précipitai dans sa direction, contournai un jeune soldat qui essayait de m'arrêter et lorsque j'arrivai à sa hauteur ils sont venus m'attraper.

Quatre ou cinq agents, dont Keyes m'agrippaient fortement. Les agents appartenaient au Magav - bien que souvent décrit comme « police des frontières, » Magav est une unité de l'armée israélienne. Dès lors, les agents avaient de bonnes raisons de ne pas apprécier ma présence et voulaient me faire déguer.

Les photos et vidéos de mon arrestation se sont retrouvées sur les réseaux sociaux, il suffit donc de dire qu'ils ne se sont pas montrés tendres et je ne me suis pas laissé faire. (On peut voir mon arrestation à environ 12 :10 de la vidéo des événements de la journée ci-dessous, réalisée par le militant palestinien Bilal Tamimi.)

Après mon arrestation, Keyes s'est présenté à moi officiellement en tant que « commandant militaire

» et m'a demandé ma pièce d'identité, que je n'avais pas sur moi.

Plus tard, lorsque j'ai été emmené dans le véhicule blindé, il était assis à l'avant et je lui ai dit qu'il usurpait le titre de « commandant » et qu'il ne dirigeait pas une « unité militaire » mais plutôt un gang de brutes armées.

Mais il ne s'agit pas de moi, ni de quelque militant individuel. Il s'agit du rôle que nous Israéliens pouvons jouer, qui est unique parce que la loi israélienne nous apporte une protection dont ne jouissent pas les Palestiniens et les militants internationaux.

Notre rôle n'est pas de jouer aux spectateurs objectifs ou de documenter les événements, ni de faire du suivisme. Nous pouvons nous opposer aux commandants et aux soldats et perturber leur travail.

De fait, l'un des commentaires que font les commandants en permanence c'est que nous « perturbons leur travail, et serons arrêtés en conséquence. »

Ma réponse est que c'est précisément l'objectif ! Pourquoi venir manifester si nous les laissons faire ? Quand nous nous faisons arrêter nous sommes toujours accusés d'entrave à agents en service, même lorsque ce n'est pas le cas, mais c'est exactement ce que nous devons faire.

Sur la voie rapide 443 - parfois connue sous le nom de « voie de l'apartheid » - il y a un panneau en hébreu qui dit : « Par ordre du Général en chef, il est interdit aux Israéliens de pénétrer dans les villages se trouvant le long de cette route. » Quand des militants se rendent dans ces villages, ils contreviennent à cet ordre. Néanmoins, la protection que notre identité israélienne nous apporte peut être utilisée pour perturber le cours normal de l'occupation partout.

Les Israéliens, même ceux qui sont dévoués, bien intentionnés, en font bien trop peu et nous n'utilisons que trop peu notre privilège pour dénoncer et combattre l'injustice infligée aux Palestiniens. La plupart des militants Israéliens ne veulent même pas appeler au refus de servir dans l'armée israélienne parce qu'ils considèrent que c'est trop radical.

Personne n'aime être arrêté, surtout lorsque cela veut dire passer une nuit ou deux en prison, partager une pièce enfumée sans ventilation avec pour seule compagnie celle de cafards et de criminels à deux balles qui détestent les militants encore plus qu'ils ne détestent les Arabes.

S'il nous appartient de contribuer à renverser l'injustice, et si nous voulons un jour voir la fin de l'oppression de plus de la moitié de ceux avec qui nous vivons, alors nous devons utiliser notre privilège et agir afin de mettre un terme à la normalité et à l'oppression.



Miko Peled est l'auteur de [The General's Son: Journey of an Israeli in Palestine](#). (Le fils du général : Voyage d'un Israélien en Palestine)

Articles [du même auteur](#).

12 juin 2017 - [The electronicintifada](#) - Traduction: [Chronique de Palestine](#) - MJB



Comment la culture pourrait contribuer à mettre fin aux divisions palestiniennes

Asmaa al-Ghoul - *À la lumière de la situation économique actuelle dans les territoires palestiniens, la culture et l'art sont devenus un luxe.*

Alors que les [conditions économiques](#) qui affligent la bande de Gaza continuent de se détériorer, la culture est devenue le moindre des besoins quotidiens de la société. Des activités telles que regarder une pièce de théâtre ou écouter des poèmes ne figurent plus sur la liste des priorités des Gazaouis à un moment où le chômage augmente de jour en jour et l'économie est au bord du gouffre.

Le nombre d'activités culturelles a diminué en raison de l'augmentation du nombre de séminaires et de conférences sur les questions politiques et les droits de l'homme organisés par les organisations de la société civile et gouvernementales. A cela s'ajoute le soutien croissant aux projets de secours et d'urgence au lieu d'activités liées à l'art et à la culture.

Les statistiques contenues dans le [plan stratégique culturel pour la période 2011 - 2013](#), publié par le ministère de la Culture à Ramallah, montrent qu'une part d'à peine 0,003 % du budget général de l'Autorité palestinienne (AP) a été allouée aux affaires culturelles à travers les territoires palestiniens, y compris Gaza.

Mohamed al-Bouji, auteur et professeur de critique littéraire à l'université al-Azhar, estime que la bande de Gaza ne reçoit pas assez de soutien de la part des autorités à Gaza et à Ramallah. Selon lui, les écrivains dans la bande de Gaza sont invisibles dans la mesure où ils publient rarement des livres ou participent rarement à des activités culturelles, que ce soit à Gaza ou à l'étranger.

« Il est dommage que les discussions liées à la culture et aux activités culturelles soient devenues une sorte de luxe, a indiqué Bouji à Al-Monitor. Alors que le blocus s'intensifie et que la fracture politique s'accroît, les sujets culturels ne sont plus importants et cessent d'être essentiels. »

Malgré cette détérioration des conditions culturelles, le ministère de la Culture à Ramallah a soutenu

récemment des initiatives culturelles. Le 8 janvier, le Fonds culturel palestinien du ministère de la Culture a [approuvé trois accords](#) visant à soutenir des projets culturels et techniques à Gaza. Le premier accord a été signé avec l'artiste [Mohamed Harb](#) pour soutenir financièrement un projet cinématographique, le second avec l'artiste Ibrahim al-Awadhi pour créer une galerie d'art à Gaza, tandis que le troisième a pour but de mener à bien le projet de film « Gaza Graph » du réalisateur [Yousef Nateel](#).

« C'est ma première expérience avec le ministère », a indiqué Harb à Al-Monitor, ajoutant qu'il s'agissait pour lui d'une occasion de raviver la scène culturelle et artistique à Gaza.

Le projet se compose d'une formation et d'ateliers de production de courts métrages consacrés à 20 jeunes hommes et femmes, qui seront sélectionnés à l'issue d'entretiens et qui raconteront leur histoire dans un film de sept minutes, a-t-il expliqué. « Le projet a pour objectif de découvrir ceux qui ont du talent cinématographique », a-t-il déclaré.

Nateel a déclaré à Al-Monitor que c'était avec l'aide d'une équipe de photographes et de chercheurs qu'il avait réussi à recueillir le soutien du ministère pour produire son film.

Son documentaire aborde l'histoire de la photographie dans la ville de Gaza, a-t-il précisé : « J'ai eu cette idée en 2012 et j'essaie depuis lors d'obtenir le soutien nécessaire. » Il a expliqué que la subvention du ministère de la Culture, qu'il n'a pas divulguée, est envoyée par versements partiels en fonction des étapes du film ou de l'achèvement du projet.

Le ministère reste en contact avec les personnes qui ont des projets à mener à bien afin de s'assurer que toutes les étapes du projet sont réalisées sans obstacles. Au moment de l'achèvement du projet, les personnes en charge de ce dernier auront reçu le montant convenu.

« Notre rôle est d'activer la coopération avec les différentes institutions culturelles palestiniennes afin d'unifier l'activité culturelle en soutenant des festivals, des séminaires et les divers programmes culturels à Gaza et en Cisjordanie », a déclaré à Al-Monitor Ihab Bseiso, ministre de la Culture et président de l'organisme de gestion des fonds culturels.

Lui-même poète originaire de la ville de Gaza, le ministre a poursuivi : « Gaza a toujours fait partie de nos intérêts dans tous les domaines au ministère de la Culture ». Il a souligné que la scène culturelle ne pouvait être complète dès lors qu'il manquait une partie géographique de la Palestine. Malgré la tragédie de la division, la bande de Gaza est présente dans la scène culturelle palestinienne « pour défier l'occupation et ceux qui tentent de perturber les activités culturelles qui contribuent à la sauvegarde de l'identité nationale ».

Bseiso a en outre souligné l'importance du fait de soutenir la créativité individuelle palestinienne partout où elle se trouvait. « Ce n'est un secret pour personne que les politiques d'occupation israéliennes visent à effacer l'identité culturelle palestinienne et à falsifier la conscience historique et culturelle. Ainsi, notre rôle en tant qu'institutions intellectuelles et culturelles est de faire face à ces politiques en soutenant des initiatives sérieuses et des créations qualitatives qui reflètent la profondeur, l'histoire et le poids de la culture palestinienne », a-t-il déclaré.

Selon le Bureau central palestinien des statistiques, environ 1 200 [activités culturelles](#) ont été menées dans la bande de Gaza en 2015 sur 8679 activités effectuées dans l'ensemble de la Palestine, alors que le nombre de centres culturels opérant en Palestine [s'élevait à 596](#), dont 81 dans la bande de Gaza.

Bseiso, qui a repris le portefeuille du ministère de la Culture début 2016, a indiqué que le nombre d'activités culturelles avait augmenté à Gaza, avant d'ajouter que le nombre de centres culturels était logique, étant donné qu'il y a 11 provinces en Cisjordanie et quatre dans la bande de Gaza.

Le [plan culturel stratégique 2014-2016](#) publié par le ministère à Ramallah avait mentionné plusieurs obstacles auxquels les activités culturelles sont confrontées, à savoir la scission entre la Cisjordanie et Gaza, les risques auxquels l'économie palestinienne fait face, la croissance économique plus lente en Cisjordanie et à Gaza, le changement qui s'ensuit quant aux priorités des soutiens de famille et des innovateurs, ainsi que le printemps arabe, qui a déplacé le soutien arabe et international de la Palestine vers d'autres régions confrontées actuellement à des défis, comme la Syrie.

Dans les plans stratégiques publiés tous les trois ans par le ministère à Ramallah, il a été convenu que les pratiques israéliennes séparaient la bande de Gaza, la Cisjordanie, Jérusalem et les terres de 1948, ce qui affecte ainsi le mouvement culturel palestinien et l'empêche de bénéficier d'un environnement favorable et stimulant. La créativité dans la [production culturelle palestinienne](#) est alors devenue l'exception plutôt que la règle.

Malgré la frustration, des institutions culturelles telles que la [A.M. Qattan Foundation](#) et le [Conservatoire national de musique Edward Saïd](#) sont parvenues à tourner la page de la division palestinienne pour créer une atmosphère de créativité et de compétition culturelle unifiée au niveau de la narration, de la poésie et de la [musique](#). Cependant, le ministère de la Culture n'a pas encore unifié [son site Web](#) : celui qu'il gère à Gaza est différent du [site Web cisjordanien](#) en ce qui concerne les activités, l'approche et le groupe cible. On pourrait même dire que ce sont deux sites Web qui ciblent deux États différents.



* **Asma al-Ghoul** est journaliste et écrivain, du camp de réfugiés de Rafah, dans le

sud de la bande de Gaza.

Articles de [la même auteure](#).

9 mars 2017 - *Al-Monitor* - Traduction : *Chronique de Palestine* - Valentin B.



Israël en guerre ouverte contre les Nations Unies

Ramzy Baroud - *L'ambassadrice des États-Unis aux Nations Unies, Nikki Haley, semble défendre une seule et unique cause : Israël.*

Quand Haley parle d'Israël, sa langue n'est pas seulement émotive ni adaptée aux contraintes d'une occasion spécifique. Au contraire, ses mots sont résolus, cohérents et correspondent à un plan d'action tout à fait clair.

Avec Haley, le gouvernement israélien d'ultra-droite de Benjamin Netanyahu s'est rapidement saisi de cette occasion unique de rejeter les Nations Unies et toute tentative de critiquer l'occupation israélienne.

Contrairement aux anciens ambassadeurs de l'ONU qui ont fortement soutenu Israël, Haley s'abstient de tout langage codé ou toute tentative, même médiocre, de paraître équilibrée. En mars dernier, elle a [déclaré devant une foule](#) de 18 000 partisans du lobby israélien, à la conférence annuelle de l'AIPAC, qu'il s'agissait d'une ère nouvelle pour les relations américano-israéliennes.

« Je porte des talons. Ce n'est pas pour une question de mode », a-t-elle déclaré à la foule qui était ravi par son discours. « C'est parce que si je vois quelque chose qui ne va pas, je vais les lancer tous les deux. »

Le nouveau shérif/ambassadeur de Trump a condamné la résolution 2334 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui a fortement critiqué les colonies illégales d'Israël. Tout en étant dans ses derniers jours en fonction, l'administration Obama n'a pas voté pour la résolution, mais n'a pas non plus opposé de veto, ce qui a donné lieu à un précédent qui n'avait pas été vu depuis de nombreuses années. L'abstention des États-Unis, selon Haley, était comme si « le pays entier avait pris un coup de pied dans le ventre ».

Ce qui a mis Israël particulièrement en colère contre la dernière initiative d'Obama à l'ONU, c'est le fait qu'il a violé une tradition qui s'est imposée depuis de nombreuses années, notamment depuis le mandat de John Negroponte comme ambassadeur des États-Unis à l'ONU lors du premier mandat de George W. Bush.

Ce qui était depuis connu sous le nom de « [doctrine Negroponte](#) » était une politique américaine déclarée selon laquelle Washington s'opposerait à toute résolution qui critiquerait Israël et ne condamnerait pas les Palestiniens dans le même temps.

Mais Israël, et non les Palestiniens, est la puissance occupante qui [refuse d'honorer des dizaines de résolutions](#) de l'ONU et divers traités et lois internationaux. En prenant cette décision et pour assurer sa mise en œuvre, les États-Unis ont réussi à faire de l'ONU une institution « [qui ne compte pas](#) ».

Cela signifiait également que les États-Unis, à l'écart de l'ONU, avaient un contrôle total sur la gestion du Moyen-Orient, mais surtout de la situation en Palestine.

Cependant, sous Trump, même le « processus de paix » dirigé par les États-Unis et devenu autonome est devenu obsolète.

C'est là que se situe la véritable crise morale, mais aussi politique, de la doctrine Haley, car elle va au-delà de Negroponte en faisant taire toute critique d'Israël aux Nations Unies, afin de mettre définitivement l'ONU - donc le droit international - à l'écart de toute résolution du conflit.

Lors d'une conférence au Conseil des droits de l'homme, basée à Genève et composée de 47 pays membres, Haley a déclaré que son pays « [examinait sa participation](#) » dans le conseil. Elle a affirmé qu'Israël est le « seul pays en permanence inscrit sur l'agenda de l'organisme », une déclaration inexacte qui est souvent érucitée par Israël avec peu de rapport avec la vérité.

Si Haley avait lu le rapport sur la [35e session du Conseil des droits de l'homme](#), elle aurait compris que l'organisme de défense des droits a examiné de nombreuses questions concernant les droits des femmes et leur autonomisation, les mariages forcés et les violations des droits de l'homme dans de nombreux pays.

Mais si l'on se souvient qu'Israël a récemment « célébré » 50 ans d'occupation des Palestiniens, Haley ne devrait pas être surprise qu'Israël soit également un sujet inscrit à l'ordre du jour. En fait, tout pays qui a occupé et opprimé un autre pendant aussi longtemps devrait rester en tête de l'agenda international.

À la suite de son discours dans lequel elle a ridiculisé et menacé les États membres de l'ONU à Genève, elle s'est rendue en Israël pour souligner davantage l'insistance de son pays à contester la communauté internationale pour le plus grand bien d'Israël.

En même temps que le célèbre expert propagandiste Danny Danon, ambassadeur d'Israël à l'ONU, Haley a [visité la ligne de séparation israélienne avec Gaza](#), montrant une sympathie pour les communautés israéliennes supposées assiégées - alors que de l'autre côté, près de deux millions de Palestiniens à Gaza sont restés piégés dans Gaza depuis plus d'une décennie, sur un territoire minuscules et derrière de redoutables clôtures.

[S'exprimant à Jérusalem](#) le 7 juin, Haley a déclaré: « Je n'ai jamais accepté les intimidateurs et l'ONU a intimidé Israël depuis trop longtemps et nous ne laisserons plus rien passer », ajoutant que « c'est un nouveau jour pour Israël aux Nations Unies. »

En acceptant de vivre dans la pseudo-réalité d'Israël, où les intimidateurs se plaignent d'être intimidés, les États-Unis vont de plus en plus loin de tout consensus international sur les droits de l'homme et le droit international. Cela devient encore plus évident et dangereux lorsque l'on considère la décision de l'administration Donald Trump de se retirer des accords de Paris sur le réchauffement climatique.

Trump a soutenu que sa décision était avantageuse pour les entreprises américaines. Même si l'on est d'accord avec une telle affirmation – qui reste non prouvée – la nouvelle doctrine de Haley sur Israël et l'ONU, en revanche, ne peut guère être avantageuse pour les États-Unis à court ou à long terme. Cela dégrade simplement la position des États-Unis et dépasse même les normes de crédibilité les plus faibles pratiquées dans les administrations précédentes.

Pire encore, inspirés et motivés par le chèque en blanc de Haley, les dirigeants israéliens avancent maintenant pour éliminer physiquement l'ONU de l'occupation israélienne de la Palestine. Deux événements alarmants ont eu lieu sur ce front :

L'un a eu lieu au début du mois de mai, lorsque le ministre de la Culture et du Sport, Miri Regev, a demandé officiellement au cabinet israélien de [fermer le siège de l'ONU à Jérusalem](#), pour punir l'UNESCO pour avoir réaffirmé la position internationale sur le statut de l'occupation illégale d'Israël à Jérusalem-Est.

Le seconde a eu lieu plus tôt ce mois-ci, lorsque Netanyahu a demandé à Haley de [fermer l'UNRWA](#), l'organisme de l'ONU responsable du sort de cinq millions de réfugiés palestiniens.

Selon Netanyahu, l'UNRWA « perpétue » les problèmes de réfugiés. Cependant, le problème des réfugiés n'est pas l'UNRWA en soi, mais le fait qu'Israël refuse d'honorer la Résolution 194 des Nations Unies concernant leur retour et leur indemnisation.

Ces développements, et plus encore, sont tous des résultats de la doctrine de Haley. Son arrivée à l'ONU a déclenché une [jubilation haineuse américano-israélienne](#), qui non seulement vise les États membres de l'ONU, mais aussi le droit international et tout ce que les Nations Unies ont défendu depuis des décennies.

Les États-Unis ont plutôt aveuglément soutenu Israël à l'ONU tout au long des années. Haley semble adopter une position entièrement israélienne, sans aucune considération pour les alliés de son pays ou les répercussions éventuelles dans le rejet du seul organe international devant servir de plateforme pour l'engagement international et la résolution des conflits.

Haley semble vraiment se considérer comme le nouveau shérif de la ville, qui « balancera ses talons aiguilles » avant de frapper les intimidateurs avec des balles et de s'éloigner dans le coucher du soleil en compagnie de Netanyahu. Cependant, avec un énorme vide de leadership et aucune règle pour guider la communauté internationale dans la résolution d'un conflit vieux de 70 ans, les pratiques de *cowboy* de Haley sont susceptibles de nuire encore plus à une région déjà ensanglantée.

Depuis la doctrine Negroponte de 2002, des milliers de Palestiniens et des centaines d'Israéliens ont été tués dans une occupation qui semble ne pas connaître de fin. Un plus grand désengagement du droit international entraînera très vraisemblablement encore plus de souffrances.



* **Dr Ramzy Baroud** écrit sur le Moyen-Orient depuis plus de 20 ans. Il est chroniqueur international, consultant en médias, auteur de plusieurs livres et le fondateur de [PalestineChronicle.com](#). Son dernier livre, Résistant en Palestine – Une histoire vraie de Gaza (version française), peut être commandé à [Demi-Lune](#). Son livre, La deuxième Intifada (version française) est disponible sur